

**AGENTS DES SERVICES PUBLICS,  
FONCTIONNAIRES ET SALARIÉS DU PRIVE,  
TOUS UNIS POUR DÉFENDRE LES SERVICES PUBLICS  
ET NOS CONDITIONS DE TRAVAIL !**



**FAISONS DES JOURNÉES DES 15 ET 22 MARS  
LE POINT DE DÉPART D'UNE GRANDE RIPOSTE  
À LA POLITIQUE ANTISOCIALE DE MACRON !**

Si la politique menée sous Sarkozy puis Hollande a habitué les travailleurs aux mauvais coups, **Macron fait aujourd'hui le pari de pouvoir précipiter les choses**. Depuis le début de son mandat, il ne se passe pas une semaine sans que **des attaques gravissimes tombent sur toutes les catégories de salariés et de retraités** : casse du code du travail, attaques en règles contre les fonctionnaires, volonté d'en finir avec la SNCF et les cheminots, rançonnement des retraités, offensive contre le logement social... Macron, un petit air de Thatcher à la française ? Montrons-lui notre **refus de sa politique au service des plus riches**, montrons-lui que **les travailleurs dans l'unité d'action savent se faire entendre !**

**La riposte à la politique de Macron doit débiter avec les journées des 15 mars** (salariés des EPHAD, retraités) et **22 mars** (cheminots, ensemble de la fonction publique, contrôleurs aériens, étudiants et divers secteurs du privé...). C'est par des **mobilisations massives** dans nos différents lieux de travail sur nos revendications catégorielles et par le **travail à la convergence de nos luttes vers ces journées d'action** que nous repousserons les attaques du gouvernement. Faisons le pari d'un printemps 2018 qui mettra en échec Macron et sa politique !

**ATTAQUER LE STATUT DES CHEMINOTS,  
C'EST ATTAQUER TOUS LES TRAVAILLEURS !**

Le gouvernement prévoit de réformer la SNCF une nouvelle fois en ayant recourt aux ordonnances afin d'accélérer les choses et d'éviter le plus possible la contestation. Sous couvert d'une dégradation du service rendu par la SNCF, dégradation orchestrée par les différents gouvernements afin de légitimer leur politique (politique du tout-TGV, investissements insuffisants, manque de personnel...), le gouvernement organise l'ouverture à la concurrence du secteur ou, dit plus simplement et plus justement, sa privatisation. Au programme : transformation de la SNCF en Société Anonyme, fin du statut de cheminot et suppression, par les régions, de très nombreuses lignes considérées comme non-rentables.

Qui peut objectivement croire à cette prétendue recette miracle du gouvernement ? Qui peut croire qu'en supprimant le statut cheminot et en dégradant les conditions de travail, les trains arriveront plus souvent à l'heure ? Qui peut croire qu'en faisant la part belle au privé (qui entrera sur le marché uniquement pour le profit), les investissements nécessaires à la régénération des infrastructures seront réalisés ? Personne ! Encore moins lorsque l'on voit le résultat des privatisations dans les autres pays !

Cette réforme est présente par les médias au service du pouvoir comme inévitable du fait de la dette d'abord et de l'Union Européenne ensuite. La fameuse "dette du ferroviaire" mise en avant est un simple artifice comptable qui résulte de la séparation des activités en différentes entreprises afin de préparer la privatisation. De plus, il est important de rappeler qu'un service public n'a pas vocation à être rentable. Quant à l'UE, la privatisation est en effet orchestrée par les directives

européennes, mais la lutte des travailleurs permettra leur non implication comme c'est le cas par exemple au Portugal.

Il faut donc nous battre main dans la main avec les cheminots pour défendre le service public ferroviaire et le statut. Ce n'est que par l'arrêt de ce processus de privatisation et la reconquête d'un grand monopole public du rail que nous pourrons renouer avec un service public ferroviaire de qualité au service des usagers et des travailleurs, et non au service des profits privés.

**À LA RATP, UN PROCESSUS SIMILAIRE  
DE PRIVATISATION EST À L'ŒUVRE : STOPPONS-LE !**

Si les médias ne parlent pour le moment que de la SNCF, aucune illusion ne doit être entretenue. La RATP est aussi dans le viseur du gouvernement qui va là encore s'attacher à attaquer le statut, attaques déjà commencées avec par exemple le gel du salaire et de la retraite. Macron l'a clairement annoncé pendant la campagne, il veut "supprimer les régimes spéciaux", les agents RATP font donc aussi partie des victimes de cette politique antisociale au service des plus riches.

Le même processus de privatisation / ouverture à la concurrence que pour le rail est à l'œuvre du côté de la RATP. L'exploitation des nouvelles lignes du Grand Paris est désormais soumise à des appels d'offre auxquels, bien évidemment, la RATP répond mais à l'aide de sa filiale RATP Dev. Qui dit filiale, dit activité identique mais conditions de travail différentes, avec des agents hors-statut. Cela revient à organiser la concurrence entre les travailleurs pour dégrader toujours un peu plus nos acquis sociaux. À partir de 2024 et de façon progressive, la mise en concurrence va également concerner les lignes existantes. Cela ne pourra se faire sans la destruction du statut RATP à laquelle va rapidement s'atteler le gouvernement. Cheminots, agents RATP, nous vivons les mêmes attaques, construisons la même riposte dans la lutte unitaire !



**DES FONCTIONNAIRES DANS LE VISEUR DU GOUVERNEMENT.  
EN LUTTE POUR LA DEFENSE DE NOS SERVICES PUBLICS !**

Parallèlement à tout cela, le gouvernement s'en prend continuellement aux fonctionnaires, présentés comme des privilégiés. Après le gel du point d'indice, le report de la revalorisation des carrières, le retour de la journée de carence, le ministre Darmanin annonce la suppression de 120.000 postes, un plan de départ "volontaire" et le recours massif aux contractuels. Tout cela est inacceptable !

Pour financer ses nombreux cadeaux aux plus riches, le gouvernement doit faire des économies. Il va donc les chercher du côté des fonctionnaires à qui on demande toujours plus tout en donnant toujours moins. Dans une vision de plus long terme, le projet du gouvernement est clair : en finir là encore avec le statut de la fonction publique comme ils veulent en finir avec le statut cheminot et RATP.

Résultat de cette politique : des services publics en détresse ! On le voit dans la santé où les hospitaliers sont pressés à l'extrême pour maintenir tant bien que mal une continuité du service. Dans l'éducation, les manques de moyens sont de plus en plus criants à chaque rentrée, la réforme annoncée du lycée accentuant encore un peu plus les problèmes. Dans les collectivités locales, aux impôts, à Pôle Emploi... : partout la pression s'accroît, partout les conditions se dégradent.

Il est urgent de stopper cette dégradation à toute vitesse des services publics et des conditions de travail. Là encore, avec les cheminots et les agents RATP, nos revendications

convergent. Luttons ensemble contre ce gouvernement qui nous attaque tous !

**SALARIES DU PRIVE, NOTRE MOBILISATION AUX COTES  
DES AUTRES CATEGORIES SERA DECISIVE !**

La stratégie du gouvernement repose sur la division, refusons-là ! Non, les cheminots et les fonctionnaires ne sont pas des privilégiés ! Les seuls privilégiés, ce sont ceux qui bénéficient de la politique du gouvernement : les plus riches. En tant que salariés du privé, nous avons tout intérêt à soutenir la lutte des cheminots et des fonctionnaires car ces statuts représentent des références collectives. Leur destruction se répercutera directement sur le droit du travail privé.

En tant que salariés du privé, nous sommes également touchés de plein fouet par la politique du gouvernement. La loi El-Khomri puis les ordonnances Macron ont gravement attaqué le droit du travail. Dans nos entreprises, cela se traduit par une pression accrue, une stagnation des salaires, une dégradation des conditions de travail voire par un non-respect des règles les plus élémentaires de sécurité.

À partir du 15 mars, plusieurs secteurs du privé sont appelés à la mobilisation. Les salariés des EPHAD nous montrent la voie avec une grève massive dans le secteur pour revendiquer des moyens supplémentaires afin de pouvoir réaliser correctement leur mission. Dans chaque secteur, les revendications catégorielles doivent se construire et être portées par une mobilisation massive.

**CHEMINOTS, AGENTS RATP, FONCTIONNAIRES, SALARIES DU PRIVE, RETRAITES, ETUDIANTS  
OU PRIVES D'EMPLOI, NOUS SUBISSONS TOUS AUJOURD'HUI LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT.  
REFUSONS LE JEU DE LA DIVISION ET UNISSONS-NOUS !**

**PARTOUT FAISONS REMONTER NOS REVENDICATIONS CATEGORIELLES, PARTOUT MOBILISONS-NOUS,  
PARTOUT TRAVAILLONS A L'UNITE D'ACTION ET A LA CONVERGENCE DES LUTTES !**

**↓ CELA DEBUTE AVEC LES JOURNEES DES 15 ET 22 MARS AFIN D'EXIGER ↓**

- L'ARRET IMMEDIAT DE LA CASSE DU STATUT CHEMINOT ET LA RECONQUETE D'UN GRAND MONOPOLE PUBLIC DU FERROVIAIRE ASSURANT LA QUALITE DU SERVICE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.**
- LA DEFENSE DU MONOPOLE PUBLIC RATP ET DU STATUT DES AGENTS, LA FIN DE LA PRIVATISATION DES TRANSPORTS.**
- LE MAINTIEN DU STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE, DES EMBAUCHES MASSIVES DANS LES SECTEURS PUBLICS DEFICITAIRES, LA REVALORISATION DES TRAITEMENTS.**
- LE RETRAIT DE LA LOI EL-KHOMRI ET DES ORDONNANCES MACRON CASSANT LE CODE DU TRAVAIL.**
- LE REFUS DE L'APPLICATION DES DIRECTIVES EUROPEENNES QUI ORGANISENT LA PRIVATISATION ET LA MARCHANDISATION DES SERVICES PUBLICS.**

**C'EST PAR LA LUTTE QUE NOUS GAGNERONS, C'EST PAR L'UNITE QUE NOUS VAINCRONS !**

**MANIFESTATION des RETRAITÉS et des SALARIÉS des EPHAD**

**→ Jeudi 15 mars 2018 ↔ Départ à 14 heures 30 de Montparnasse ←**

**MANIFESTATION des CHEMINOTS, FONCTIONNAIRES, EPHAD, ÉTUDIANTS, SALARIÉS du PRIVÉ**

**→ Jeudi 22 mars 2018 ↔ Heure et lieu de départ à préciser ←**

**ORGANISEZ** votre COLÈRE, faites le choix de la **LUTTE** : adhérez au **PCF** !

NOM : ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

TELEPHONE : ..... MAIL : .....

